

3-1-02 B (Sp. Gr.)  
(67)  
17-17-03 (17)

9 mai 1967

DPA/67/123

En réfléchissant à l'entretien que nous avons eu la semaine dernière, j'ai pensé qu'il pourrait vous être utile d'avoir quelques précisions sur les tâches futures de l'Alliance.

Comme vous le savez, l'idée d'analyser l'avenir de l'Alliance n'est pas nouvelle et elle a déjà été, entre autres, lancée par les Canadiens. La paternité de cet exercice, dans sa forme actuelle, revient toutefois à M. Pierre Harnel, Ministre des Affaires Étrangères belge, qui l'a proposé lors de la Conférence Ministérielle de Bruxelles en juin 1966 et en a précisé les traits à ses confrères en décembre de la même année.

M. Harnel estime que les modifications survenues depuis 1969 dans les domaines politique, militaire et surtout technologique, justifient un examen approfondi des objectifs de l'Alliance. En même temps le Ministre prend en considération l'année 1969, date à laquelle chaque pays membre peut dénoncer le Traité.

La proposition de M. Harnel fut acceptée par les Ministres qui ont confié au Secrétaire Général et aux Représentants Permanents un mandat très large pour en établir les procédures. Afin d'entreprendre cette étude, le Conseil Permanent a créé en février 1967 un groupe spécial de Représentants Permanents sous la présidence du Secrétaire Général, groupe dont la mission est de préparer

Monsieur Pierre Mahias,  
Secrétaire Général de  
l'Association du Traité de l'Atlantique,  
180, rue de la Pompe,  
Paris 16e

un rapport. Ce groupe spécial a alors créé quatre sous-groupes chargés d'étudier les sujets suivants :

- 1) Relations Est-Ouest
- 2) Relations entre les Alliés
- 3) Politique générale de défense de l'Alliance
- 4) Relations avec d'autres pays du monde.

Chaque sous-groupe est confié à un ou deux rapporteurs nationaux. Ainsi le premier a deux rapporteurs, l'ancien ambassadeur britannique à Cuba, actuellement Sous-Secrétaire au Foreign Office, Mr. J.H.A. Watson, et le Secrétaire d'Etat allemand, Mr. E. Schütze ; le deuxième sous-groupe est placé sous l'égide de V. Paul-Henri Spaak ; le troisième est dirigé par M. Foy Kohler, Sous-Secrétaire Adjoint au Département d'Etat des Etats-Unis (il s'agit d'un ancien ambassadeur des Etats-Unis en URSS) ; le quatrième groupe est présidé par un ancien parlementaire néerlandais le Dr. C.L. Patijn, actuellement professeur de relations internationales à l'Université d'Utrecht.

Ces sous-groupes se sont déjà réunis et ont établi des questionnaires : ils se réuniront à nouveau avant la Conférence Ministérielle qui aura lieu du 13 au 15 juin 1967 au Luxembourg. La complexité du travail ne permet pas d'envisager l'établissement d'un rapport complet avant plusieurs mois.

La presse a accordé une grande importance à cet exercice mais, comme vous le comprendrez, il faudrait n'en traiter qu'avec la plus grande prudence. Attendre des réformes fondamentales de l'Alliance ou des transformations radicales de l'OTAN serait aller à l'encontre de l'esprit de cette étude.

En entretenant vos associations de cet exercice, il serait bon de leur signaler que l'OTAN continue à remplir ses deux tâches essentielles : d'abord l'Organisation permet aux alliés atlantiques de rester unis pour

3.

constituer une défense efficace de leurs pays ; ensuite elle leur fournit un instrument de consultation et d'harmonisation de leurs politiques dans le but de maintenir la paix et d'améliorer les rapports avec l'Est pour arriver finalement à une entente sur la solution des problèmes européens qui restent à résoudre.

En résumé, la raison d'être de cet exercice est de chercher à définir comment les quinze alliés envisagent la conjoncture actuelle et l'avenir.

Il faut se rappeler que l'Alliance Atlantique n'est pas un organisme supra-national et qu'elle est constituée par quinze pays souverains qui suivent quinze politiques individuelles. Il s'ensuit donc que l'exercice ne peut pas aboutir à une politique fixée impérativement pour chaque pays. En réalité le plus que l'on peut espérer est de trouver une base commune à partir de laquelle chaque pays membre sera libre d'accomplir ses objectifs. Chaque pays entretient ses propres relations avec le monde soviétique ; la contribution de l'OTAN consiste à fournir un forum où chacun peut comparer ses expériences afin d'éviter le développement d'une périlleuse "ruse vers l'est".

Cet exercice ne semble démontrer la confiance des pays membres dans l'OTAN. Il témoigne de la volonté des alliés de regarder les choses en face et leur donne l'occasion de prouver leur solidarité. Il n'est pas sans intérêt de noter que cet exercice d'autocritique est fait au seuil de l'échéance de 1969.

Voilà, cher ami, ce que je voulais vous signaler à propos de cette prise de conscience de l'Alliance. Si vous trouvez utile ce résumé vous pourriez en faire part aux comités Nationaux de l'ATA, surtout du fait que votre éminent Président, M. Paul-Henri Spaak y joue un rôle des plus importants.

Joachim Jaenicke